

**GAGNANT POUR LE
PRIX RÉALISATION 2004**

- SECTEUR GOUVERNEMENT EN LIGNE -

**MINISTÈRE DES RESSOURCES NATURELLES, DE LA FAUNE
ET DES PARCS**

**LE REGISTRE FONCIER DU QUÉBEC EN LIGNE
- DE LA PLUME... À L'ÉCRAN
(résumé du projet)**

Le gouvernement du Québec a modernisé l'une des fonctions essentielles de l'État : la protection des droits fonciers. En partenariat public-privé, il a livré une solution de grande qualité et d'envergure mondiale, et ce, dans le respect de l'échéancier et du budget alloués.

La réforme de la publicité foncière, c'est la numérisation de 155 millions de pages de documents, dont certains datent de 1830, époque de la mise en place du système de la publicité foncière. C'est aussi la conversion au mode informatique des 73 bureaux de la publicité des droits répartis sur le territoire du Québec; une opération planifiée et réalisée sans interruption du service à la clientèle. C'est enfin une profonde modification des méthodes de travail pour le personnel et la clientèle du Registre foncier.

Aujourd'hui, le Registre foncier est virtuellement présent au domicile même des utilisateurs, sur leur table de travail. Il rend possibles la consultation, la commande de produits et l'inscription électronique qui permet aux professionnels du droit immobilier de transmettre leurs documents au moment désiré. Incidemment, la pleine valeur juridique accordée à la signature électronique des contrats constitue une première au Québec.

La gestion du changement représentait un chapitre important de ce projet d'envergure pour lequel de grands efforts de communication ont été consentis auprès du personnel et des différentes clientèles. Ces efforts ont permis une implantation harmonieuse du nouveau Registre foncier. Les employés impliqués dans ce projet de réforme ont d'ailleurs relevé cet important défi avec succès, tant sur le plan humain qu'organisationnel.

Cette réforme a été réalisée grâce à un partenariat où l'expertise et la performance ont été privilégiées. Nos partenaires du secteur privé, soit Notarius, DMR Conseil, Bell Canada et Iron Mountain Canada, constituent les piliers de cette réussite, sans oublier la Société conseil Lambda et le Groupe CGI qui accompagnent l'équipe gouvernementale dans la gestion du projet. Les partenaires de cette réforme peuvent être fiers de ce succès qui permettra d'assurer la pérennité et la sécurité du patrimoine documentaire.

En chiffres, le Registre foncier en ligne, c'est une banque de données transactionnelles de 9 téraoctets, un budget de 92 millions de dollars, une économie annuelle de coûts directs d'environ 11 millions de dollars et une accessibilité accrue (passant de 30 à 100 heures/semaine). Au-delà des chiffres, le Registre foncier en ligne, c'est l'amélioration de l'accès au patrimoine documentaire foncier du Québec.

PERSONNE-RESSOURCE POUR LE PROJET :

Me Gilles Harvey
Officier de la publicité foncière du Québec
et directeur général du Registre foncier
Ministère des Ressources naturelles,
de la Faune et des Parcs